



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2910
10 mai 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Face à une société de crise et de guerres Affirmer le camp des travailleurs!

Gaza

**Halte
au massacre!**

Page 11

Mayotte

**Choléra et
mensonge officiel**

Page 16

Élections européennes

**La liste de Lutte
ouvrière**

Page 4



V. VIENNET

**18, 19 et 20 mai à Presles
La fête**

Pages 7 à 10

Leur société

- Macron – Xi Jinping : une histoire de gros sous 3
- Menaces de guerre : le président rempile 3
- France Relance : cent milliards et des postillons 5
- Bardella : prétendant à servir le grand patronat 5
- JO : haro sur les passeports russes 5
- Lutte contre l'antisémitisme : mensonge gouvernemental 6
- Étudiants de Sciences Po : la contestation continue 6
- Seine-Saint-Denis : pas de Jeux pour les jeunes 6
- Mayotte : mensonge ministériel et traque des travailleurs 16
- Loi sur le logement : un toit est de moins en moins un droit 16

Européennes

- Le vrai pouvoir, celui du capital 4
- Serge Latchoumanin et Marie Ducruet, candidats 4
- Meetings de nos candidats 3

Dans le monde

- Gaza : halte au massacre du peuple palestinien ! 11
- États-Unis : les autorités face à la mobilisation étudiante 11
- Piraterie patronale 11
- Tchad : misère et dictature 12
- Grande-Bretagne : les conservateurs désavoués 12

Dans les entreprises

- MA France Aulnay-sous-Bois 13
- Ascometal – Hagondange 13
- Pompiers d'Aubergenville 13
- Marseille : les éboueurs réquisitionnés 14
- La flamme de la grève 14
- Cotelle – Rillieux-la-Pape 14
- BlaBlaCar 14
- RATP Bus 15
- Gare de Paris-Montparnasse 15

Fête de Lutte ouvrière

- Le programme des trois jours 7-8-9-10
- Le plan 8-9

Contre le grand capital et ses guerres, le camp des travailleurs !

La campagne des élections européennes démarre. Seules sept ou huit listes parmi celles déposées pourront s'exprimer sur les plateaux de télévision, les autres étant pratiquement privées d'accès aux médias.

Ces listes sélectionnées par les médias prétendent avoir une politique pour l'Europe, mais toutes cherchent d'abord à se placer pour diriger les affaires de la bourgeoisie française.

Macron, haï par les classes populaires après sept ans au pouvoir passés à attaquer les travailleurs, tente de mobiliser son camp, celui des nantis, en agitant la menace d'une disparition de l'Europe.

Bardella, lui, ne jure que par la France. Il fait la course en tête, en prospérant sur le fait que le RN ne s'est jamais usé au pouvoir. Il se prétend « anti-système », mais place des hauts fonctionnaires, ex-préfets, avocats ou commissaires de police en haut de sa liste, pour montrer à la bourgeoisie que son parti est prêt à la servir.

Derrière ces rivalités, il y a un consensus partagé par tous les candidats, de la gauche à l'extrême droite : la souveraineté française serait menacée par la concurrence déloyale. Mais que signifie pour nous, travailleurs, cette souveraineté nationale ?

Les seuls qui décident des choses vitales pour les travailleurs, qu'ils vivent à Paris, à Berlin ou à Varsovie, ce sont les patrons des grands groupes. C'est Michelin ou Tesla qui choisissent où et quand ils ouvrent ou ferment une usine. C'est TotalEnergies ou Eni qui imposent le prix de l'énergie, Auchan ou Lidl ceux des produits dans les supermarchés.

Ceux qui prétendent que les frontières nationales nous protègent mentent et sèment la division entre nous. Car qui nous exploite ? Qui licencie ? Qui bloque nos salaires ou repousse le départ en retraite ? Ce ne sont pas les ouvriers polonais ou moldaves ! Ce sont des groupes riches comme Sanofi ou Stellantis qui suppriment des emplois ou liquident des sous-traitants.

Et les politiciens les servent, à coups de subventions ou de lois, un jour dans le gouvernement français, le lendemain dans les institutions européennes, à l'image de Thierry Breton ou Christine Lagarde.

Les classes populaires paient toujours les conséquences de la guerre économique que se livrent ces grands groupes pour conquérir des marchés. Cette rivalité se mène au sein même de l'Union européenne car, loin d'être un espace de

paix, elle est un terrain d'affrontement économique. L'UE a été bâtie pour tenter d'organiser, à travers de sordides marchandages, la concurrence entre les groupes industriels ou bancaires les plus puissants sur ce vaste marché.

Cette rivalité économique se mène avec les muscles et les nerfs des travailleurs. En Europe, elle se traduit par la précarité, le recours à la sous-traitance et des fermetures d'usines qui ruinent des villes entières. En Afrique ou au Moyen-Orient, elle se traduit par des guerres pour accéder à l'uranium, aux terres rares ou au pétrole. Là-bas, la rivalité entre les trusts a entraîné des millions de morts et de réfugiés sans espoir.

Mais la guerre est en train de se généraliser et de rattraper l'Europe. Elle fait déjà rage en Ukraine, et tous ceux qui dirigent, chefs d'État ou hauts gradés de l'armée, préparent ouvertement leur entrée en guerre.

Ils la préparent matériellement, en dépensant des dizaines de milliards d'euros pour produire des engins de mort. Les hôpitaux sont laissés à l'abandon, mais l'argent coule à flots pour acheter des missiles.

Ils préparent la guerre moralement, en nous habituant à marcher au pas derrière le drapeau tricolore. Ceux qui n'ont que « les intérêts de la France » à la bouche nous mettent en condition pour que nous acceptions de mourir pour les intérêts des capitalistes.

Aujourd'hui, ils sacrifient nos emplois et nos retraites, attaquent nos conditions de travail au nom de la compétitivité. Demain, les mêmes sacrifieront nos vies et transformeront nos enfants en chair à canon, au nom de la liberté ou de la démocratie.

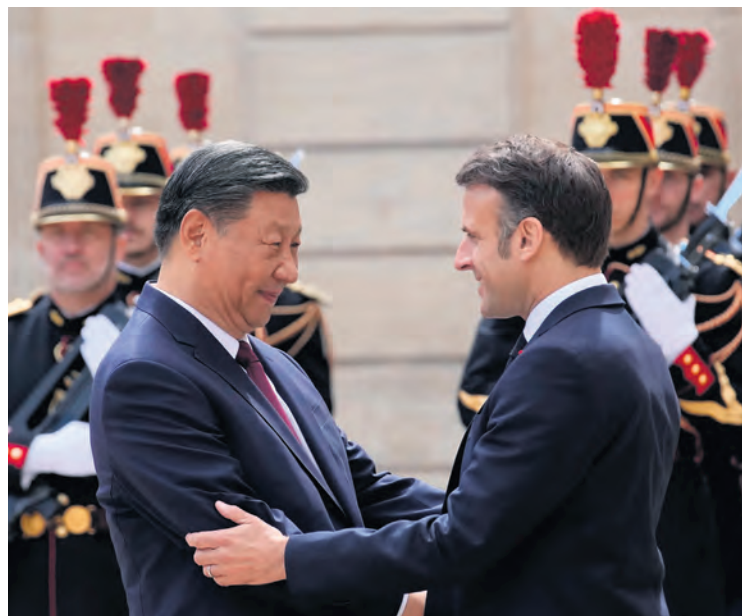
Alors, le 9 juin, il faut utiliser notre bulletin de vote pour affirmer que nous refusons de nous sacrifier pour les intérêts du grand capital et que nous n'avons aucune confiance dans les politiciens qui aspirent à diriger ses affaires. Il faut affirmer que les travailleurs, qui font marcher la société, doivent la diriger. Il ne pourra y avoir de paix sur la planète tant que s'exercera la dictature du capital sur la société. Quelles que soient leur origine ou leur nationalité, les travailleurs doivent s'unir pour renverser cette dictature.

La seule liste qui défend ce programme est celle que je conduis avec mon camarade Jean-Pierre Mercier, la liste « Lutte ouvrière, le camp des travailleurs. »

Nathalie Arthaud



Macron – Xi Jinping : une histoire de gros sous



Lundi 6 mai, Xi Jinping était reçu par Macron à Paris avec, au programme, une réunion avec les patrons français et chinois, un dîner à l'Élysée en présence de Bernard Arnault et de Carlos Tavares, suivis d'une « séquence personnelle » dans les Pyrénées avec Macron et son épouse.

Le gouvernement français a voulu montrer à l'opinion qu'il pesait dans l'ordre du monde, que ce soit en matière de guerre commerciale avec la Chine ou de guerre en Ukraine.

Concernant la guerre en Ukraine, Macron et Xi Jinping se sont surtout livrés à de la gesticulation, faisant la promotion d'une trêve olympique sur

laquelle aucun des deux n'a la main, Macron demandant à la Chine de ne pas vendre d'armes à la Russie, et celle-ci assurant que c'est bien sa politique.

Les choses plus sérieuses ont concerné les relations commerciales entre l'Union européenne et la Chine. Face à la pression des États-Unis en Asie du Sud-Est et en Europe, celle-ci cherche

des débouchés pour ses industries les plus en pointe et les capitalistes d'Europe, en particulier de France et d'Allemagne, espèrent toujours lui placer leurs marchandises et leurs capitaux.

C'est donc de dizaines de milliards de dollars qu'il a été question. La presse française a pris sa part de ce gigantesque marchandage en mettant en exergue les surcapacités de production chinoises dans l'automobile électrique, qui menaceraient de submerger les marchés européens. On en est loin. La production annuelle dans les usines européennes est de près de 20 millions de véhicules à moteur thermique ou électrique. Or, il est attendu en 2024 entre 600 000 et un million de véhicules fabriqués en Chine, dont certains de marque européenne comme le suédois Polestar, devenu propriété du chinois Geely, ou bien BMW et Audi. Il s'agit cependant de savoir qui va rafler la mise de l'immense marché que constituerait le passage à l'électrique dans les dix ans à venir. L'Union européenne, par la voix de sa dirigeante Ursula von der Leyen qui était aux côtés de Macron le 6 mai, accuse la Chine de subventionner ses

producteurs de façon déloyale et menace d'instaurer une taxe douanière à hauteur de 25 %, comme le font les États-Unis.

En réalité, toutes ces déclarations s'inscrivent dans un marchandage où les intérêts des uns et des autres sont parfois contradictoires, parfois complémentaires. Ainsi les industriels allemands qui exportent en Chine sont contre une telle taxe. D'autres, comme Stellantis, tout en appuyant la menace de l'UE, se préparent à importer les voitures chinoises en kit pour les monter en Europe, espérant prendre ainsi une bonne part du marché. Bruno Le Maire, tout en annonçant le même 6 mai un plan de soutien aux producteurs de véhicules électriques français, a réaffirmé que le producteur d'automobiles chinois BYD était le bienvenu. Sans aucun doute pour mettre quelque chose dans la balance, Xi Jinping a promis, devant 200 responsables gouvernementaux et chefs d'entreprise chinois et français, d'ouvrir davantage le secteur des services chinois aux entreprises étrangères, y compris les domaines des télécommunications et de la médecine.

Les mêmes qui, il y a quelques années, accusaient la Chine de ne pas ouvrir assez son marché, menacent donc de fermer le leur. C'est le signe, dans un monde capitaliste en crise profonde, d'une guerre commerciale qui va croissant et sur laquelle surfent les politiciens de tous les bords.

Serge Benham

Menaces de guerre : le président rempile

Après avoir annoncé en février qu'il n'excluait pas d'envoyer des troupes combattantes françaises en Ukraine, Macron a réitéré ses propos le 2 mai, dans une interview au journal anglais *The Economist*.

Ces déclarations, en pleine campagne des élections européennes, sont pour Macron une façon d'exister et de tenter de se donner une stature internationale, mais dans un contexte où les menaces de guerre sont bien réelles.

Macron dit dans cette interview qu'une intervention militaire française pourrait être envisagée « s'il y avait une demande ukrainienne » et « si les Russes devaient percer les lignes de front ». Il enfonce le clou en assurant que la France est prête, puisqu'elle a déployé des milliers de soldats au Sahel, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Mal

lui en prend de choisir cet exemple quand on regarde le résultat pour les populations sahéniennes ! Les groupes armés qui les ravagent y ont en effet connu un développement sans précédent.

Quatre jours plus tard, sur FranceInfo, le général Lecointre, ancien chef d'état-major des armées, soutenait ces propos en expliquant qu'ils « s'adressent également à notre opinion publique » car il importe « d'éveiller les consciences », autrement dit, de préparer la population à la guerre.

Cette mise en condition est une préoccupation des Macron, Lecointre,

ainsi que des dirigeants des autres pays, mais elle n'a rien à voir avec l'aide au peuple ukrainien. La menace de guerre est bien là, car elle est le résultat de la concurrence entre grandes entreprises pour la mainmise sur les matières premières et les marchés. Cette guerre économique, qui est à la base du système capitaliste, peut déboucher sur une rivalité entre États, au point de prendre la forme d'une guerre armée. C'est pourquoi il est illusoire de s'opposer à la guerre en appelant à des accords internationaux de paix.

La paix ne dépend pas des discours des dirigeants de ce monde, mais de la possibilité de renverser les fauteurs de guerre : les grandes puissances capitalistes.

Que Macron se démarque

Hôpitaux, écoles, transports ? C'est de bombes dont nous avons besoin!



des autres dirigeants européens, tantôt en affirmant qu'il ne faut pas « humilier la Russie », comme en 2022, tantôt en menaçant d'un envoi de troupes en Ukraine, prouve seulement que son mépris de la population va jusqu'à faire de la démagogie avec le danger de guerre.

Thomas Baumer

Meetings de nos candidats



Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

- Audincourt (Doubs), sam. 25 mai, à 15 h
Foyer Municipal
Place du Marché

Avec Nathalie Arthaud

- Nice, mer. 15 mai, à 19 h
- Caen, ven. 24 mai, à 18 h 30
- Strasbourg, mar. 28 mai, à 18 h
- Montpellier, jeu. 30 mai, à 19 h

Avec Jean-Pierre Mercier

- Reims, jeu. 23 mai, à 19 h
- Nancy, dim. 26 mai, à 16 h
- Tours, mer. 29 mai, à 20 h
- Le Mans, jeu. 30 mai, à 19 h

Et aussi

- Valence, lun. 6 mai, à 18 h 30
- Dieppe, ven. 24 mai, à 18 h
- Bourg-en-Bresse, sam. 25 mai, à 18 h
- Annecy, mer. 29 mai, à 18 h
- Grenoble, jeu. 30 mai, à 18 h 30

Renseignements :
lutte-ouvriere.org/portail/europeennes-2024.html



Les candidats de la liste Lutte ouvrière.

VICTORIA VIENNET

Institutions européennes: le vrai pouvoir, celui du capital

Dans un mois, la population des 27 pays composant l'Union européenne, du moins la fraction qui a le droit de vote, est appelée à élire les 720 députés au Parlement européen.

Avec la création de ce parlement, l'Europe s'est dotée d'une institution qui a encore moins de pouvoir que celle de chacun des pays qui la composent. L'élection des députés se fait dans le cadre d'une seule circonscription nationale dans la plupart des pays, mais dans le cadre de circonscriptions régionales en Belgique, Irlande, Italie et Pologne, ou encore d'un système mixte

en Allemagne. Le mode de scrutin est proportionnel, mais avec des variantes selon les États. En France le seuil pour avoir un élu est de 5%.

En réalité, ce Parlement est une façade plus ou moins démocratique, mais qui ne prend aucune décision qui compte. Élu au suffrage universel depuis 1979, il peut voter des lois, mais en dernier recours, en particulier

en cas de désaccord entre les membres de l'Union, c'est le Conseil des 27 ministres de l'Union européenne, sorte de Sénat, qui tranche. Quant au Conseil européen, regroupant les 27 chefs d'État et de gouvernement, et à la Commission européenne qui siège à Bruxelles et est dirigée depuis 2019 par Ursula von der Leyen, ils sont censés former un gouvernement à l'échelle de l'Europe. Mais ce n'est pas un pouvoir parlant et agissant d'une seule voix, mais l'émanation des pouvoirs en place dans les différents pays.

Pour la France, 81 euro-députés seront élus. Les partisans de l'Union européenne vantent les mérites de ces institutions, à les entendre particulièrement démocratiques et garantes de la prospérité pour toute la population. À l'opposé, les souverainistes prétendent que tous les problèmes viendraient des décisions de « Bruxelles », c'est-à-dire de la Commission européenne qui siège dans cette ville. Mais il n'y a rien de vrai dans tout cela, ni d'un côté, ni de l'autre.

Les institutions euro-

péennes ne sont que le lieu où s'affrontent les représentants des différentes puissances, chacune défendant les intérêts de ses propres capitalistes. Ceux qui ont réellement le pouvoir ne se trouvent ni à Bruxelles, ni à Strasbourg, mais dans les conseils d'administration des banques et des grandes entreprises. Bien plus que la « dictature de Bruxelles », de Berlin ou de Paris, c'est cette dictature-là qu'il faut abattre.

Aline Retesse

Serge Latchoumanin, formateur à La Réunion

Candidat sur la liste Lutte ouvrière, j'ai 55 ans, j'habite Saint-Benoît dans l'île de La Réunion, et je suis formateur à la Chambre d'agriculture. Comme tous les établissements publics, celle-ci subit la politique de restrictions budgétaires de la part de l'État. Trop d'effectifs, disent-ils. Ainsi, depuis vingt ans, le nombre de salariés n'a cessé de diminuer. Les salaires sont quasiment bloqués. Cette politique fait l'affaire d'entreprises privées, comme le groupe sucrier Tereos, qui concurrence de plus en plus la chambre d'agriculture.

L'agriculture bénéficie d'énormes subventions publiques, dont celles de

l'Europe. Entre 2018 et 2022, ce ne sont pas moins de 280 millions d'euros d'aides européennes qui ont été versés. Mais celles-ci vont majoritairement dans la poche des gros cultivateurs, des gros propriétaires fonciers, dont certains sont les rejetons des anciens colons esclavagistes. Les petits planteurs, eux, peinent à joindre les deux bouts, voire arrêtent leur exploitation. En dix ans, entre 2010 et 2020, le nombre des petites exploitations a diminué d'environ 20%. Quant aux ouvriers agricoles, notamment les coupeurs de canne qui sont pour la plupart des saisonniers, pas toujours déclarés, ils sont encore payés à la tâche et



en dessous du smic. Dans les champs, on trouve aussi bien des ouvriers créoles que comoriens ou mahorais. L'exploitation patronale ne connaît pas de frontières. L'abolition de celles qu'on instaure entre les travailleurs est au cœur de mon combat en tant que communiste révolutionnaire.

Marie Ducruet, cadre administratif à Grenoble

Candidate sur la liste Lutte ouvrière, je m'appelle Marie Ducruet. Je travaille à l'université de Grenoble, et je milite également en Savoie, dont je suis originaire.

Dans les stations de ski luxueuses de ce département, les capitalistes du monde entier viennent depuis toujours dépenser une petite partie de l'immense fortune qu'ils ont accumulée sur le dos des travailleurs. Et ces stations fonctionnent elles aussi avec des dizaines de milliers de travailleurs saisonniers, aux conditions de travail déplorables et aux salaires insuffisants.

Mais, au-delà de cette débauche de luxe quotidienne, révoltante, tout cela prend un tout autre sens quand on voit que, comme à Courchevel, des oligarques ukrainiens, leurs homologues russes, et des grands bourgeois américains, français ou encore britanniques, trinquent au champagne dans leurs chalets à plusieurs dizaines de millions d'euros. Dans le même temps, les travailleurs ukrainiens et russes



laissent leur peau dans la guerre qui fait rage en Ukraine depuis plus de deux ans. Voilà le sort que cette société capitaliste nous réserve: les travailleurs dans les tranchées, pendant que les bourgeois s'en mettent plein la panse, en nous expliquant qu'il faudrait « défendre la patrie »!

Alors, pour cesser d'être de la chair à canon, les travailleurs devront arracher le pouvoir aux capitalistes, et mettre à bas ce système inique. Ils en ont la force. Si tu veux la paix, prépare la révolution!

Sur notre site Internet

Dans la rubrique Élections européennes, nos lecteurs trouveront:

- Une présentation de nos candidats
- Notre matériel de campagne
- Les vidéos des meetings
- Nos prises de position
- Un agenda des réunions publiques dans tout le pays
- Un formulaire de mise en relation en vue d'une procuration



France Relance: cent milliards et des postillons

Dans un rapport publié le 7 mai, l'Observatoire des multinationales a examiné les résultats du plan France Relance.

Ce plan de cent milliards d'euros, dont quarante de fonds européens, avait été lancé par Macron le 14 juillet 2020. Le président, avec la modestie et la retenue qu'on lui connaît, annonçait alors un plan qui allait tout changer en dix ans, entreprendre ce qui n'avait pas été fait jusque-là, réussir la transition écologique et réaliser l'unité du pays jusque-là limité par ses divisions. À la sortie de l'épidémie de Covid, rien ne serait plus comme avant, promettait alors Macron la main sur le cœur.

Presque quatre ans ont passé et l'Observatoire des multinationales relève que, sur les 73 milliards effectivement décaissés, 30 sont allés directement vers les entreprises, dont 20

milliards de baisses d'impôts de production qui profitent bien évidemment aux plus grandes. Une goutte d'eau, 500 millions d'euros, est allée vers les très petites entreprises, celles qui ont été capables de monter un dossier, alors que c'est une tâche banale pour les grandes. Dix huit milliards supplémentaires ont servi à financer l'apprentissage, c'est-à-dire la fourniture de main-d'œuvre quasi gratuite au patronat. Les deux tiers du budget de France Relance sont donc tombés dans les coffres des grands groupes en quelques mois. Puis, en 2022, le site dédié est entré en sommeil, sans doute épuisé du travail accompli. Le haut fonctionnaire chargé du dossier est retourné dans le privé, cette

fois-ci chez Suez. Il en a l'habitude, étant déjà passé par Toyota, Airbus et Faurecia, entre deux missions dans la haute administration. Voilà au moins un homme qui sait où va l'argent qu'il contribue à distribuer...

Le ministère de l'Économie, interrogé par cet observatoire, n'a pas de données ou de résultats à fournir, et certainement pas les raisons sociales des bénéficiaires finaux. Pourtant, sans avoir besoin des statistiques de Bercy, chacun sait que la relance à cent milliards n'a pas aidé la population travailleuse, dont les conditions de vie se sont depuis dégradées. Elle n'a pas aidé les services publics et surtout pas l'hôpital, alors même que l'épidémie de Covid en était le prétexte. Elle n'aura donc servi qu'à remplir les coffres des milliardaires.



Et le gouvernement, qui a ainsi un peu plus creusé le déficit public, présente aujourd'hui la note aux travailleurs : recul de l'âge de la retraite, blocage des salaires, diminution des allocations chômage, économies désastreuses sur les

services publics utiles à la population.

Mais qu'on se rassure, les réserves de promesses mirifiques, de discours sans queue ni tête et de postillons présidentiels sont inépuisables.

Paul Galois

Bardella : prétendant à servir le grand patronat

Jeudi 2 mai avait lieu un débat entre Jordan Bardella, pour le RN, et Valérie Hayer, pour la liste soutenue par Macron.



Dans la manifestation du 1^{er} mai à Paris.

Bardella avait accepté ce débat, sachant que ce serait facile pour lui, tant Valérie Hayer soutient servilement la politique de Macron, qui a seulement consisté à prendre dans la poche des plus pauvres pour engraisser les plus riches devant lesquels il est à plat ventre.

Bardella, en se contentant de se positionner comme opposant à Macron, tente de se faire passer pour un défenseur des travailleurs. Mais c'est tout sauf vrai ! Il n'est qu'un politicien pressé de servir le grand capital. Aïnisi, Bardella se prétend

favorable à une augmentation du pouvoir d'achat des classes populaires... mais sans qu'il en coûte un sou à ceux qui les rançonnent, les capitalistes.

C'est sur le terrain des violences dans la jeunesse et de l'insécurité que ces deux candidats ont croisé le fer. Mais c'est un jeu de dupes. Bardella veut gagner des voix en agitant ce qui nuit à la vie des classes populaires dans les quartiers et en faisant des étrangers des boucs émissaires. Pendant ce temps, Hayer affiche un humanisme de façade à destination d'un électorat qui tient à son image de bienséance petite bourgeoise, alors que Macron a usé de la même démagogie policière, anti-immigrés et anti-musulmans que le RN, au fil de ses mandats.

Surtout, les deux servent la soupe au patronat. En divisant les travailleurs entre français et étrangers, ils cherchent à les affaiblir et à effacer l'idée que le monde du travail est un tout. Car quand on veut se battre contre les attaques subies

chaque jour, et défendre ses conditions de vie, l'ennemi est le patron, et les alliés indispensables sont les autres travailleurs, quelle que soit leur carte d'identité.

Si Bardella semble pouvoir obtenir beaucoup de voix populaires, c'est en conséquence du dégoût qu'inspirent tous les partis de gouvernement et à la désorientation de la classe ouvrière. Mais il est un ami des bourgeois, comme ses prédécesseurs du même

parti. D'ailleurs, sa liste ne contient aucun travailleur, parmi les 35 candidats dévoilés le 1^{er} mai, mais plutôt des représentants de la bonne société, à l'image de son programme : des patrons, de hauts fonctionnaires, dont un ancien directeur des gardes-frontières de l'Union européenne (Frontex), un énarque directeur adjoint de l'établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF), un commissaire, des magistrats, etc. Rien d'étonnant

pour un parti en quête de respectabilité bourgeoise. Ce qui ressort de la campagne de Bardella est la volonté de montrer patte blanche au patronat.

Bardella est comme les autres politiciens, même s'il joue aujourd'hui l'ami des travailleurs. Quand ceux-ci voudront prendre leur sort en main sans attendre de sauveur suprême, il se montrera pour ce qu'il est : leur féroce ennemi !

Charles Legoda

JO : haro sur les passeports russes

Des volontaires russes et biélorusses qui avaient été retenus sur les listes de bénévoles pour l'organisation des Jeux Olympiques de Paris ont finalement été recalés. L'ordre est venu du ministère de l'Intérieur, sous prétexte qu'ils pouvaient être des terroristes !

Les personnes concernées sont installées en France, souvent depuis des années. L'une d'entre elles a expliqué à la presse avoir fui la Russie et

obtenu l'asile en France après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Peu importe pour le ministère de l'Intérieur : c'est le patronyme qui compte pour savoir qui est susceptible d'être un criminel. Peu importe également les missions pour lesquelles ces bénévoles avaient été retenus.

En réalité, il ne s'agit pas de sécurité. C'est cette même politique qui a amené à interdire aux athlètes russes et biélorusses

de porter les maillots de leur pays et de participer à la cérémonie d'ouverture des JO, comme s'ils étaient comptables de la politique de Poutine. La prochaine idée des autorités françaises sera-t-elle de débaptiser la rue de Moscou ou le boulevard de Sébastopol à Paris ? Il est même possible qu'ils y aient réfléchi. Mais sans doute pas au point d'obliger les riches à se priver de caviar.

Thomas Baumer

Lutte contre l'antisémitisme : le mensonge gouvernemental

« Personne ne peut nier cette déferlante antisémite », a déclaré Gabriel Attal au dîner annuel du CRIF, le Conseil représentatif des institutions juives de France, au soir du 6 mai.



1^{er} mai à Paris.

Plus tôt dans la journée avaient eu lieu les « assises de lutte contre l'antisémitisme » prévues depuis des mois, sous l'égide d'Aurore Bergé, la ministre chargée de la lutte contre la discrimination.

À cette occasion, elle avait convié la LICRA, SOS Racisme, des représentants des principaux cultes et des témoins. Elle a dénoncé « la haine ordinaire, alimentée par les extrêmes, [qui] se déverse sur les réseaux sociaux, mais aussi dans nos rues, nos écoles, nos universités ».

De quoi parle Aurore Bergé ? Il est certain que l'antisémitisme est un fléau, un relent d'un passé putride, qu'il s'agisse des pogromes des 19^e et 20^e siècles ou de l'extermination engagée par le nazisme, auquel l'État français des années 1940 avait apporté son aide. L'antisémitisme, comme tous les racismes, entretient la haine entre les groupes humains. Il a bien souvent été utilisé pour les jeter les uns contre les autres, plutôt qu'ils ne se tournent contre leurs exploiters et leurs oppresseurs communs.

Mais il est clair que le gouvernement réitère l'opération politicienne qu'a constituée la manifestation du 12 novembre dernier, organisée par le président

du Sénat, Larcher, et la présidente de l'Assemblée nationale, Braun-Pivet, et à laquelle ont participé, derrière les mêmes slogans, les macronistes, le PS, le PCF et le RN, confondus dans un même prétendu « sursaut républicain ». Curieusement, les « extrêmes » que prétend dénoncer la ministre de Macron sont situés à la gauche de la gauche. Les « extrêmes » semblent la perturber moins lorsqu'ils défilent non loin d'elle sous le drapeau lepéniste !

Le gouvernement se sert en fait de la dénonciation de l'antisémitisme et de sa montée, réelle ou supposée, pour voiler son soutien à la politique guerrière de Netanyahu, approuvée par les autres grandes puissances.

Or dénoncer la politique criminelle du gouvernement israélien n'a rien à voir avec l'antisémitisme, c'est-à-dire avec la haine des Juifs en général, que Netanyahu prétend représenter. Justifier les bombardements de toute une population au nom de la défense des Juifs contre l'antisémitisme est une imposture. Mais le gouvernement français, comme les autres, tient à entretenir cette confusion.

Au passage, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, les hommes au pouvoir tentent de passer sous silence d'autres formes de racisme, ô combien anciennes elles aussi et encore tellement fréquentes, à l'égard des travailleurs maghrébins, sénégalais, maliens, ivoiriens, filles et fils de peuples auparavant colonisés par la France.

Hypocrite, cynique, le calcul du gouvernement est d'autant plus dangereux qu'il ne fait qu'attiser les haines imbéciles et, partant, prend sciemment le risque d'encourager les réactions des racistes de tout bord.

Viviane Lafont



Rassemblement des élèves de Sciences Po Reims.

Étudiants de Sciences Po : la contestation continue

Dans certaines universités, des groupes d'étudiants protestent, à juste titre, contre le massacre à Gaza.

À Sciences Po Paris, après les interventions policières de la semaine précédente pour évacuer des étudiants qui voulaient occuper l'école en soutien aux Palestiniens, la direction a organisé un « townhall », un prétendu grand débat, pour essayer d'en finir avec la mobilisation. Cela n'a pas réussi.

En guise de grand débat, il s'agissait d'une mise en scène. Le nombre de places était limité, et il fallait réserver à l'avance. La direction a parlé la plus grande partie du temps, les associations étudiantes ont eu quelques minutes chacune, et il restait vingt minutes aux autres étudiants pour poser des questions. Cela a surtout permis à la direction de se féliciter dans la presse de son ouverture.

Le collectif Palestine qui dirige la mobilisation a comme revendication que Sciences Po rompe ses accords avec les universités

israéliennes. Cette revendication est certes limitée face au massacre en cours, et peut sembler assimiler la population israélienne et les étudiants israéliens à leur État. Mais lorsque la direction de Sciences Po répond qu'elle ne veut pas rompre ces liens universitaires, qui seraient « le dernier pont à couper » lors de conflits, c'est parfaitement hypocrite. En effet, trois semaines après le déclenchement de la guerre en Ukraine, elle avait, comme toutes les universités françaises, rompu tous les liens avec les universités russes. La réalité, plus terre-à-terre, est que la ministre de l'Enseignement supérieur avait donné comme consigne aux présidents d'universités, le matin même du fameux débat, de « ne pas céder » sur ces revendications. Les liens internationaux des universités françaises apparaissent

pour ce qu'ils sont : alignés sur les intérêts de l'État français.

Voilà pourquoi, lorsqu'on est révolté par le massacre à Gaza, ce n'est pas seulement la direction des universités, mais surtout la responsabilité de l'État impérialiste français dans la guerre et son soutien indéfectible à l'État israélien qu'il faut dénoncer.

Le simulacre de « grand débat » a écœuré jusqu'à ceux qui en espéraient quelque chose. Une centaine d'étudiants ont décidé de rester à Sciences Po et y ont passé la nuit, avant que la faculté soit fermée et qu'ils soient évacués par la police le lendemain.

Le gouvernement prétend qu'il veut éviter les blocages des lieux d'études, mais c'est lui qui donne comme consigne à Sciences Po et ailleurs de fermer les facultés à la moindre protestation, quand ce n'est pas la police qui boucle des quartiers entiers.

Correspondant LO

Seine-Saint-Denis : pas de Jeux pour les jeunes

La Seine-Saint-Denis doit accueillir cet été une grande partie des compétitions olympiques. Mais, après les étudiants délogés de leur appartement durant la période, les SDF évacués dans d'autres régions manu militari, ce sont les jeunes des quartiers populaires de ce département qui sont incités à passer l'été le plus loin possible des JO.

La préfecture de Seine-Saint-Denis vient d'envoyer aux mairies et aux associations de ce département un courrier leur

indiquant que, concernant le dispositif « Quartiers d'été » destiné aux quartiers prioritaires, « une attention particulière sera portée dans la sélection des projets proposant des séjours à l'extérieur du département ». Une nouveauté est réservée à celui-ci. Selon un responsable d'une des associations interrogé par Bondy Blog, « très clairement, le message c'est : si vous partez, on vous finance. Il y a des budgets, les vannes sont ouvertes, c'est le moment ou jamais. »

Inversement, pour de

nombreuses associations, l'arrêt de subventions pour les activités sur place est tombé, « comme un coup de massue », selon une responsable dont les animations regroupaient jusqu'à 150 jeunes par jour durant les étés précédents.

Dans ses vœux sur les JO, Macron déclarait aux préfets et parlementaires son souhait « qu'il n'y ait pas dans de trop nombreux quartiers des gens qui disent : ces Jeux ne sont pas pour moi. » Il a déjà gagné la médaille d'or de l'hypocrisie.

Christian Bernac



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



PAGES 7 À 10 : PHOTOS LO



Meetings
avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**
dimanche et lundi à 15 heures

Les spectacles Au Grand Podium

Samedi

- **Leo Seeger**, rockpop et folk
- **Alee & Mourad Musset** (de la Rue Ketanou), chanson française et hip-hop
- **El Gato Negro**, voyage de l'Amérique latine à l'Afrique de l'Ouest



Dimanche

- **Luiza**, électropop tropicale
- **Les Amazones d'Afrique** groupe de chanteuses africaines
- **Gil Aniorte & AfroRumbaClub**, musiques du monde
- **Kolia**, concert festif Ska Reggae

Lundi

- **La Compagnie Jolie Môme**, À contre-courant, chansons de luttes
- **The Moonlight Swampers**, reprises pop rock

Au Théâtre de Verdure

Samedi

- **La Belle Hélène**, opéra bouffe par la troupe des Moyens du Bord
- **45 Tours**, rock français
- **Chla.Mydia**, chansons féministes
- **Sophie Les Bas Bleus**, chanson rock, populaire et engagée
- **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, lecture du texte d'Engels par Geoffroy Guerrier

Dimanche

- **Arnaud Dupont**, piano classique
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie l'Occasion
- **Borigene**, blues
- **Jean-Philippe Apro**, chant et guitare

- **Voyage d'un Arlequin Contemporain**, par Valerio Zaina
- **Matthieu Boré Trio**, jazz

Lundi

- **D'autres Lignes**
- **Certaines n'avaient jamais vu la mer**, Sandrine Briard et Béatrice Vincent, d'après le roman de Julie Otsuka.
- **Booze & Riots**, musique irlandaise
- **Blues Non Stop**, reprises blues



Forums avec les militants d'entreprise de Lutte ouvrière

Stellantis : aggravation de l'exploitation et records de profits

Relance du nucléaire : conséquences pour les travailleurs et les usagers

L'économie de guerre, les industriels de l'armement et les travailleurs

Transports urbains : cela roule... pour les profits.

Usagers et cheminots, victimes de la gestion capitaliste du transport

ferroviaire

Crise des hôpitaux : un symptôme d'une société capitaliste malade.

Véhicules électriques : guerre entre capitalistes avec la peau des travailleurs

Aéronautique : fabrication d'avions et surtout de dividendes

Industrie pharmaceutique : soigner les profits des actionnaires

Aides à domicile : 570000 salariés, partie intégrante de la classe ouvrière aujourd'hui

Transports aériens : des capitalistes de très haut vol

Michelin : 130 ans d'exploitation de la classe ouvrière mondiale

Le coût du capitalisme au travail, accidents, décès et maladies professionnelles

Le village médiéval

Animations

- **Musique et danses médiévales**
- **Jongleries et acrobaties**
- **Mise en armure et démonstration**
- **Escrime, épée longue, dague, lutte**
- **Jeux médiévaux**
- **Théâtre** : *Le procès du cochon*
- **Poésie** : poèmes et chants médiévaux
- **Bal folk**



Conférences

- **Cyrille Marconi** : les procès des animaux au Moyen Âge, punir les animaux pour gérer la population
- **William Blanc** :
 - La légende du roi Arthur ou le mythe arthurien
 - Le Moyen Âge et nous
 - Robin des Bois, histoire et légende
- **André Victor** : émergence du capitalisme et lutte de classe à la fin du Moyen Âge
- **Julie Pilorget** : les femmes au Moyen Âge

Visites guidées

Pour mieux se retrouver dans les mille activités de la fête, des visites-découverte, d'environ une heure, sont proposées. Départs collectifs programmés et sur demande.



En pratique

La fête est ouverte samedi 18 mai de 11h à 23h, puis sans interruption du dimanche 19 mai 9h au lundi 20 mai 20h.

Carte d'entrée pour les trois jours : en prévente, jusqu'au mercredi 15 mai, 20 euros. À partir du 16 mai et à l'entrée, 25 euros

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass culture. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20% de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Renseignements pratiques, billetterie et programme : fete.lutte-ouvriere.org

Tous les stands

Place de l'Églantine et allée de la Diane

- 1 Guichets d'entrée
- 2 Sous les pavés les pages - Bouquiniste
- 3 Buvette de l'Églantine
- 4 Restaurant de l'Églantine
- 5 Le mini-golf
- 6 Manhattan Bar
- 7 Tir à plomb Saint-Nazaire
- 8 Chantiers de l'Atlantique
- 9 Tir à l'arc
- 10 Sanofi - Vitry-sur-Seine
- 11 Stand LO - Diane
- 12 Les ballons de la fête
- 13 Halle aux jeux - Mots fléchés - La Poste - Paris 17
- 14 The Spark (États-Unis)
- 15 Old West Diner - Spécialités américaines - USA
- 16 Orienthé-vous - Allier
- 17 Broadway Music-Hall
- 18 Le serpent à lumière

Place du Grand Podium

- 17 Accueil Nord et Belgique
- 18 Chorba - Thé - Gâteaux Maubeuge, Fourmies
- 19 Aux Moules
- 20 La Carbonade des Camarades
- 21 Disques
- 22 Le Manège enfantin
- 23 Starbalète
- 24 La mare aux canards
- 25 Marionnettes
- 26 Expo photos
- 27 À vos pinceaux - Metz
- 28 Quiches et tartes Lorraines - Metz
- 29 Renault Sovab - Metz
- 30 BRAsserie (bière pression et petits plats allemands)
- 31 BRA - Bund
- 32 Revolutionärer Arbeiter (Allemagne - UCI)
- 33 Accueil Alsace Lorraine, Franche-Comté
- 34 Accueil Bourgogne
- 35 Visites guidées de la fête
- 36 La fondue - Le Creusot, Chalon-sur-Saône
- 37 Village des comités
- 38 La halle aux jeux du cèdre
- 39 Le Food Truck - Avallon, Sens, Auxerre
- 40 Barbe à papa
- 41 Jus de fruits - Milk-shakes
- 42 Le Mans - CHS de la Sarthe, Pôle Santé Sud - Le Mans
- 43 Escargots - Vierzon
- 44 Crêpes canadiennes Compiègne, Beauvais
- 45 Bonbons - Angers Hôpital d'Angers
- 46 Harengs de la Baltique Angers
- 47 Cartes postales - EDF
- 48 Badge Avenue
- 49 FraternalThé à la menthe Nantes
- 50 Buvette du Grand Podium

- 48 Restaurant du Grand Podium
- 49 Flammekueche Strasbourg
- 50 SNCF Strasbourg

Place Karl Marx

- 50 Gaufres de Liège et bières belges fruitées
- 51 Dédicaces du Karl Marx
- 52 Au partage des profruits
- 53 Dolina - Nanterre, Clamart
- 54 Garderie
- 55 Gargote des tout-petits
- 56 Ici, c'est chez l'Andouillette (Seiches et Andouillettes) Charleville, Sedan
- 57 Brin de fantaisie - Hôpital Sainte-Anne
- 58 Mini Penalty
- 59 Billard électrique - Mets les formes !
- 60 Accueil Le Mans - Chartres
- 61 Sardines grillées

Esplanade du château

- 62 Cité des jeunes
- 63 Maffé - Spécialités africaines - UATCI
- 64 UATCI (Afrique UCI)
- 65 Animation Zone Château
- 66 Café turc - Döner Kebap Turquie - Renault Flins
- 67 Sinif Mücadelesi - Turquie (UCI)
- 68 Frites non-stop
- 69 Buvette du Phare - Melun
- 70 Café du port - Aéroport de Roissy
- 71 Pizza-Aioli - Montpellier
- 72 La soupe aux choux Les Mureaux
- 73 Accueil Sud-Est
- 74 Stand LO - Château
- 75 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 76 OTR (Haïti-UCI)
- 77 Papita et rhum - Haïti
- 78 Combat ouvrier (Antilles - UCI)
- 79 Menu d'Isles - Antilles

Place la Guinguette

- 80 Les montagnes russes - Mur d'escalade
- 81 On en fait des caisses
- 82 Indoustand - RATP
- 83 Île de La Réunion
- 84 Guinguette
- 85 Café de la Guinguette CAF Paris
- 86 Le Molky
- 87 Couscous
- 88 Resto-Buvette des cheminots - SNCF
- 89 Espace préhistoire
- 90 Espace céramique
- 91 Espace métallurgie
- 92 Site de fouilles
- 93 Jeux sur un plateau Paris - Banque de France
- 94 Ici on bulle
- 95 Stand LO - Guinguette

Parcours dans les arbres

Tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive, sous la surveillance de moniteurs diplômés.

Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum).

Tarif : 5 euros



Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître international, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs dimanche à 16 heures.



Films et documentaires

- **The old oak**, de Ken Loach
- **L'établi**, de Mathias Gokalp
- **Moi capitaine**, de Matteo Garrone
- **Les feuilles mortes**, d'Aki Kaurismäki
- **Les algues vertes**, de Pierre Jolivet
- **Nezouh**, de Soudade Kaadan
- **Bâtiment 5**, de Ladji Ly
- **Green border**, d'Agnieszka Holland
- **Le théorème de Marguerite**, d'Anna Novion
- **Les lueurs d'Aden**, d'Amr Gamal
- **Pierre, feuille, pistolet**, de Maciek Hamela
- **Une histoire oubliée**, d'Ysé Tran
- **Le balai libéré**, de Coline Grandio

Nocturne en plein air, pendant la nuit du dimanche au lundi.

L'Arboretum

Huit visites commentées parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier : L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires et une surprise ! • Le sexe sans complexe • Les écorces • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum.

Ateliers : tour à bois, empreintes d'écorces, les graines, greffage d'agrumes....

Conférences : **Georges Feterman** de l'association A.R.B.R.E.S : la protection des arbres • **Giovanna Di Pietro**, physicienne : les écorces au Néolithique • **Edwin Roubanovitch**, ethnomusicologue : le bois en musique.



La Fête de Lutte ouvrière

Pour les enfants, tout est prévu

• Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence... Le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

• La Cité des Jeunes, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. Nombreuses activités : maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... sous la surveillance d'adultes qualifiés.

• La garderie, pour les bébés de plus de trois mois.



- 96 La coupe est pleine Reims
- 97 Accueil Champagne Ardennes
- 98 Fleurs de terre - Minéraux
- 99 Une souris rouge - RATP
- 100 Tir à la patate - Cergy
- 101 Barbouille
- 102 Échec et Marx
- 103 Cirque Uhler

Allée de la libération des femmes

- 104 Tipi
- 105 Fléchettes
- 106 Stand LO Allée des Femmes

- 107 Accueil Centre
- 108 Jambon du Morvan - Nevers
- 109 Le monde à la carte Aulnay-sous-Bois
- 110 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 111 Tea-Break - Thé, gâteaux Grande-Bretagne
- 112 Workers' Fight (Grande-Bretagne - UCI)
- 113 Accueil Bretagne - Normandie
- 114 Dolce vita - Aubervilliers
- 115 Bar à soupe - CHU Rouen
- 116 Le grain de folie - Limoges
- 117 Frondeur du Poitou Châtelleraut
- 118 Salades gourmandes Orléans
- 119 Gaufres Picardes - Amiens
- 120 Restaurant de l'allée de la Libération des Femmes
- 121 Buvette de l'allée des Femmes
- 122 Brochettes grecques Air France
- 123 Voz Obrera (Espagne - UCI)

- 150 Parti des travailleurs
- 151 Les Amies et Amis de la Commune 1871
- 152 Ne Yapmali ? (Turquie)
- 153 Bir Kar (Turquie)
- 154 Pathfinder
- 155 Gauche révolutionnaire
- 156 Ligue trotskiste de France
- 157 Révolution permanente
- 158 EEK (Grèce)
- 159 DIP (Turquie)
- 160 Tendance bolchevique
- 161 NPA Révolutionnaires
- 162 Groupe marxiste internationaliste
- 163 OKDE (Grèce)
- 164 Socialisme ou barbarie
- 165 Extinction rébellion
- 166 Ligue pour la Quatrième Internationale
- 167 CERMTRI
- 168 CNT-SO
- 169 Mouvement communiste
- 170 Workers'Liberty (Grande Bretagne)
- 171 Toutes les publications de Lutte ouvrière

Place Octobre 17 et Cité des Arts

- 172 Burgers et compagnie
- 173 Spécialités lyonnaises
- 174 Karaoké - Creil
- 175 Crottin chaud
- 176 Fromages d'Auvergne
- 177 Accueil Clermont-Ferrand
- 178 Buvette Octobre 17
- 179 Mosaïques
- 180 Studio 2
- 181 Sculpture
- 182 Atelier de sculpture
- 183 Petit salon
- 184 Atelier de peinture
- 185 Studio 1
- 186 Crêperie - Sanofi Vitry-sur-Seine
- 187 Glaces et profiteroles
- 188 Spartakiades
- 189 Accueil Rhône-Alpes
- 190 Le petit atelier
- 191 C'est la cata

Village médiéval et Arboretum

- 192 Petit salé aux lentilles Bagnole
- 193 Tour à bois
- 194 Accueil de l'Arboretum
- 195 Forge - Safran
- 196 Forge ancienne - Belfort Alstom
- 197 Rôtisserie de Sire Renault
- 198 Taverne de Maistre Taillevent
- 199 Galettes - Saucisses PSA Rennes
- 200 Boissons médiévales Montbéliard
- 201 Vannerie et travail du bois - Montbéliard Peugeot Sochaux
- 202 Calligraphie
- 203 Stand LO - Médiéval



Les cinq librairies

- La librairie du château
- La Cité du roman
- La librairie de la Cité des sciences
- Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- Le stand Toutes les publications de Lutte ouvrière.

Pour venir

En train : nous recommandons ce moyen de transport (gare de Presles-Courcelles, ligne H, à 900 m de la fête). Un train toutes les heures. Durée du trajet : 38 min. Pour les horaires précis, consulter les sites de transport : transilien.com, IDF Mobilités. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

Autocars gratuits : entre Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13 du métro) et la fête. Durée du trajet : 45 à 60 min (horaires sur le site de la Fête).

En voiture : merci de respecter toutes les signalisations et d'utiliser les parkings réservés ; et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.

En vélo : suivre la signalisation vers le parking spécial.

Depuis les autres régions : des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

Nos amies les bêtes

Les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête, à l'exception, bien entendu, des chiens d'aveugles.

Sécurité

Comme pour toutes les manifestations et rassemblements, nous devons procéder, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la fête.



Esplanade des Sciences

- 124 La Puce rouge - Brocante Livry-Gargan - LCL - Le Crédit Lyonnais
- 125 Express Café ex-Roussel-Uclaf
- 126 Charlottes - La Poste Paris
- 127 Observation du ciel
- 128 Cafétéria du Chapiteau scientifique
- 129 Accueil du Parcours dans les arbres
- 130 Entrée Camping Visiteurs
- 131 Billard - La Poste Paris
- 132 Stand LO - Place des cinémas
- 133 L'entracte - Accueil cinéma
- 134 Crêperie bretonne - Rennes
- 135 L'huître ouvrière
- 136 Palet des jeux
- 137 Churros y Chocolate Air France, ADP - Orly
- 138 Tapas, tortillas et lutte de classe
- 139 Jambon au tourne-broche
- 140 Accueil Bordeaux Angoulême - Perpignan - Toulouse
- 141 Brick à l'œuf - L'Île-Saint-Denis - Stellantis (ex-PSA)
- 142 Confit social
- 143 Stand LO - Esplanade des Sciences
- 144 Le Temps des fraises Grenoble
- 145 Bowling
- 146 Foot et vélos en folie
- 147 Lotta comunista (Italie)
- 148 Tendance bolchevique internationale
- 149 Union communiste libertaire

La Fête de Lutte ouvrière

De nombreux débats

Samedi

Alizée Delpierre, pour ses livres *Les Domesticités* et *Servir les riches*

Marek Corbel, pour son livre *Les gravats de la rade*

Renaud Piarroux : des épidémies qui firent de l'Europe une puissance mondiale

Robert Hirsch, Henri Le Dem et François Prenau, pour leur livre *Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste - de Nantes à Brest, les trotskystes dans la guerre (1939-1945)*

Grégory Salle, pour son livre, *Super-yachts : luxe, calme et écocide*

William Blanc, pour le livre *Les nouvelles de nulle*

part, de William Morris

The Spark, présentation du livre *La route de la liberté*, de Howard Fast

Dimanche

Éric Aunoble, pour le livre *Lénine*, de Nina Gourfinkel

Camille Lefebvre, pour son livre *Des pays au crépuscule : le moment de l'occupation coloniale (Sahara, Saïel)*

Michèle Audin, pour le livre *Autour de la France (1844)*, de Flora Tristan

The Spark : la grève de l'automobile aux États-Unis

OTR : Haïti, quand l'impérialisme a fait de la «perle des Antilles» les égouts gangstérisés de la Caraïbe

Nathalie Laclau, Guy Dubost, Serge Franceschini : l'amiante, ses ravages, de l'usine à l'école

Marie-Laure Dufresne Castets et Pascal Mousy : la santé et la sécurité au travail, un combat à mener pour les travailleurs

Lundi

Christiane Hauchère, à l'occasion de la parution de son témoignage : *Une vie de militante à Orléans et aux Chèques Postaux-La Source*

Nicolas Norrito : B. Traven, un romancier révolutionnaire

Fabien Archambault, pour son livre *Les légendes du siècle, une histoire des JO en douze médailles*



Au Carrousel de la Connaissance

Le plastique : un succès et une monstruosité du capitalisme

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

Parmi les mille animations

- **Le feu d'artifice** : si le temps le permet, dimanche soir devant le château
- **Le cirque Ülher**
- **Les grands bals** : dans la nuit de dimanche à lundi
- **Chanter ensemble** : des chants révolutionnaires
- **Le manège pour les enfants**
- **Le mur d'escalade**
- **Le petit train**
- **La musique dans les allées**

1974, la grève du Crédit lyonnais : "C'est la base qui décide!"

Dimanche 17 heures

Débat avec Arlette Lauguiller et ses camarades, film-témoignage (55 min), expo-photos



La Cité des sciences

Des scientifiques et des chercheurs viennent présenter leurs travaux et débattre avec le public

Samedi

- **Sophie Sacquin-Mora** : voyage parmi les protéines
- **Stéphane Rostain** : les cités disparues d'Amazonie
- **Kamil Fadel** : qu'est-ce que l'énergie ?
- **Vincent Mourre** : le traitement des morts à la préhistoire
- **Jean-Marc Pétilion** : les hommes préhistoriques et la mer

Dimanche

- **Pierre Drossart** : balade dans le système solaire, et au-delà
- **Catherine Vidal** : transhumanisme, intelligence

artificielle

- **Marylène Patou-Mathis** : l'invisibilité des femmes dans l'histoire de l'évolution humaine
- **Judith Lorant** : nouvelles thérapies géniques pour réparer l'ADN des cellules
- **Maud Tenaillon** : la domestication des plantes
- **Didier Paillard** : les variations des climats et le réchauffement climatique
- **Sacha Guerrini** : les grandes structures de l'univers

Lundi

- **Anne Hauzeur** : la fouille d'un cimetière et l'égalité femmes, hommes et



enfants il y a 6500 ans

- **Jean-Luc Desruisseaux** : les outils en pierre, témoins des performances de nos ancêtres
- **Alain Riazuelo** : d'où vient le E=mc² d'Einstein ?
- **Marc Peschanski** : l'intelligence artificielle dans les laboratoires de recherche
- **Alexandre Le Tiec** : trous noirs et ondes gravitationnelles

Le Préhisto-parc

Conférences

avec les archéologues

- **Olivier Blin** : Les techniques de cuissons céramiques
- **Philippe Lorquet** : Le fer, des étoiles au haut-fourneau
- **Valérie Delattre** : La mort des nouveau-nés dans les sociétés du passé
- **Jean-Luc Desruisseaux et Vincent Mourre** : La taille du silex à la préhistoire
- **Véronique Pissot** : Les céramiques et le mystère de leurs origines
- **Maxime Remicourt et Sarah Beiger** : les conteurs d'histoires et le grès de Fontainebleau

Mini-conférences

• En quoi le racisme a gangrené le récit de notre préhistoire • L'émergence des inégalités chez les Papous • Homo socialensis : les clés du succès de l'évolution humaine • Races et couleurs de peau : une construction sociale colonialiste • Des villages gaulois aux premières villes de l'âge du fer

Ateliers d'initiation (pour tous les âges)

- Ouverture du four à céramique et du bas-fourneau
- Fabriquer des pendentifs en stéatite à la mode

préhistorique • Modeller des céramiques par la technique du colombin • Découvrir les grandes familles de nos ancêtres • Fabriquer des céramiques • Le tissage • L'art du feu • Les fouilles archéologiques



Gaza : halte au massacre du peuple palestinien !

Mardi 7 mai, après une nuit d'intenses bombardements, l'armée israélienne a lancé une offensive terrestre contre la ville de Rafah, dans le sud de Gaza. Elle y a déployé des chars et a pris le contrôle de la partie palestinienne du point de passage avec l'Égypte, qui a été totalement fermé.

Cette offensive intervient alors que le Hamas venait d'accepter, la veille, la dernière proposition de trêve des médiateurs égyptiens et qataris. Mais, cyniquement, les dirigeants israéliens déclarent qu'ils veulent « exercer une pression militaire sur le Hamas ». Les négociations vont se poursuivre, semble-t-il, puisque l'envoi d'une délégation israélienne en Égypte a été annoncé dans le même temps.

Le Premier ministre

israélien, Netanyahu, obéit à la pression de l'extrême droite ultra-nationaliste, dont le soutien lui est indispensable pour conserver le pouvoir. Après avoir proclamé, depuis des semaines, que l'offensive contre Rafah aurait lieu, qu'une trêve soit signée ou non, il a besoin de faire une démonstration de force.

Quelles que soient l'ampleur et la durée de cette offensive, elle va avoir des conséquences dramatiques



À Rafah.

pour la population palestinienne. Conséquence de la fermeture du point de passage avec l'Égypte, l'entrée de l'aide humanitaire et des approvisionnements en carburant a été interrompue, aggravant la situation de famine. Plus d'un million de personnes sont regroupées autour de Rafah et vivent dans des conditions précaires, dans des camps de toile, sans eau et sans moyen de se soigner. Les bombardements continuent de faire de nombreuses victimes qui s'ajoutent aux presque 40 000 morts que la guerre a faits depuis sept

mois. Et avec l'entrée des chars israéliens à Rafah, la situation va encore empirer.

Alors qu'il mène campagne pour sa réélection, le président américain Biden commence à s'inquiéter du fait qu'une partie de son électorat est de plus en plus choquée par le massacre des Palestiniens commis avec l'appui politique et militaire des États-Unis. Il a un peu haussé le ton vis-à-vis de Netanyahu et déclaré s'opposer fermement à une offensive contre Rafah. Dimanche 5 mai, pour la première fois, une livraison d'armes destinée

à l'armée israélienne a été bloquée. Mais ce geste est purement symbolique, car il n'est pas du tout envisagé de remettre en cause l'aide militaire de plusieurs milliards de dollars dont bénéficie chaque année Israël, à laquelle s'ajoutent des aides supplémentaires, comme les 13 milliards votés par le Congrès fin avril.

En représentant responsable des intérêts de la bourgeoisie américaine, Biden n'entend pas affaiblir un allié qui est à ce jour le pilier de la défense de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Marc Rémy

États-Unis : les autorités face à la mobilisation étudiante

Partie d'universités privées renommées, la mobilisation parmi les étudiants américains s'est rapidement étendue. À l'université Columbia de New York, les autorités ont fait intervenir des centaines de policiers pour évacuer les protestataires, le 19 puis le 30 avril.

Les arrestations ont été massives, près de 2 400 dans tout le pays. Les médias dépeignent, en continu, les protestataires comme violents et antisémites, voire comme des nazis.

Depuis le 7 octobre, une fraction de la jeunesse étudiante s'est éveillée à la politique en découvrant la barbarie des bombardements à Gaza, menés avec des dollars et des bombes made in USA. En réaction à l'évacuation de Columbia, des étudiants de nombreux campus ont installé leur propre campement. Ils ont résisté aux arrestations et

aux menaces d'exclusion – une menace sérieuse pour certains étudiants, endettés sur dix ou vingt ans pour payer des droits d'inscription allant jusqu'à l'équivalent de 80 000 euros par an. Des villes démocrates du Nord aux États républicains comme le Texas, ce mouvement est devenu national, pour la première fois depuis des années.

Le nombre des « campeurs » n'est pas massif, mais leur force est d'exprimer un sentiment largement partagé parmi les étudiants. En journée, des centaines d'entre eux et



Devant le campus de l'université Columbia, le 18 avril.

des habitants du quartier viennent s'installer autour, en soutien, et profiter de l'ambiance conviviale. Dans l'univers consensuel des campus américains, si loin de Gaza, les interventions policières violentes ont levé le voile d'hypocrisie et choqué beaucoup d'étudiants.

Les républicains comme les démocrates, y compris Joe Biden, alimentent une

campagne calomnieuse. Eux qui fournissent les bombes qui tuent à Gaza, accusent les manifestants de violence antisémite ! C'est une calomnie, les contestataires étant massivement opposés à l'antisémitisme, et cela encourage les agressions dont ils sont victimes. À Los Angeles, un des principaux campements du pays a été attaqué de nuit par des centaines de militants sionistes et d'extrême droite. La police a attendu deux heures pour intervenir, sans arrêter le moindre agresseur.

Il est vrai que les choix politiques des organisateurs des campements, refusant de critiquer le Hamas, repoussent bon nombre d'étudiants sympathisants du mouvement, en particulier des étudiants juifs, qui en majorité rejettent les bombardements, et se retrouvent désemparés. Les

revendications principales sont la transparence et le « désinvestissement », c'est-à-dire la rupture des liens économiques entre telle université et Israël ou l'appareil militaire américain. Mais cela revient aussi à reprocher au gouvernement des États-Unis de soutenir la politique d'Israël – ce qui choque à juste titre – sans réaliser qu'Israël n'est que l'instrument d'une guerre au Proche-Orient qui est précisément celle de l'impérialisme américain lui-même.

Les dirigeants américains, eux, le voient bien. Ils savent que la population américaine est largement opposée à la guerre, mais ils veulent la préparer à l'accepter. C'est pourquoi, malgré ses limites, la contestation étudiante leur pose un problème politique. Si le pouvoir choisit la démonstration de force, c'est qu'il se souvient de la guerre du Vietnam, et veut éviter que les campus deviennent un pôle de contestation durable. Mais leur choix montre aussi aux étudiants que le problème est plus profond qu'ils ne le croyaient. La guerre est dans la nature de l'impérialisme, et c'est lui qu'il faut abattre.

Victor Carrier

Piraterie patronale

Une chaîne de 35 magasins alimentaires et cafés, principalement sous l'enseigne Foxtrot Market à Chicago, a fermé brutalement le 23 avril, laissant un millier de salariés sur le carreau.

Un mois plus tôt, les propriétaires avaient engagé un nouveau PDG, vanté comme un « visionnaire »

permettant à l'entreprise d'être le « leader dans l'évolution future de l'alimentation ».

Ce discours mensonger camouflait en fait que l'entreprise, « après beaucoup de réflexion et évaluation », avait décidé de mettre la clé sous la porte.

Le 23 avril, tous les salariés se sont donc rendus

normalement au travail, y compris un employé dont c'était la première journée. Au milieu de celle-ci, le système informatique s'est arrêté, les salariés ont dû évacuer les clients tout en apprenant la banqueroute de leur employeur et leur propre licenciement.

Lucien Détroit

Tchad : misère et dictature

Lundi 6 mai a eu lieu le premier tour de l'élection présidentielle au Tchad. Elle permettra sans doute à Macron de faire figurer ce pays au nombre des démocraties, puisque vote il y a eu, mais elle ne changera rien à la situation de la population. Une sanglante dictature continuera à régner sur l'un des pays les plus pauvres du monde.

L'actuel président, Mahamat Idriss Déby, flanqué d'une junte militaire, s'est imposé au pouvoir à la mort de son père, tué lors d'un combat avec des rebelles en avril 2021. Emmanuel Macron s'était alors précipité à N'Djamena, la capitale, pour l'assurer de son soutien sans faille. Les gouvernements français appuient les dictateurs tchadiens depuis l'indépendance, en 1960, et leur armée est intervenue à maintes reprises pour empêcher des groupes armés venus de Libye ou du Soudan de s'emparer du pouvoir. En contrepartie, l'armée tchadienne a été le bras armé de la politique française dans la région, au Mali comme en Centrafrique où sa violence l'a fait haïr de la population. Aujourd'hui, le Tchad est l'une des dernières emprises de l'armée française en Afrique, et les dirigeants français y tiennent comme

à la prune de leurs yeux.

Cette élection met aux prises dix candidats, mais se résume en fait à un duel entre Mahamat Idriss Déby et son ancien premier ministre, Succès Masra. En mars dernier, Idriss Déby avait déblayé le chemin en faisant assassiner son principal adversaire, Yaya Dillo, lors d'un assaut mené par l'armée contre le siège de son parti. Ce sont les mœurs habituelles du pouvoir tchadien, qui en 2022 avait réprimé des manifestations en faisant 50 morts et 200 blessés. Succès Masra est pour sa part accusé par l'opposition et les syndicats, qui appellent à boycotter le scrutin, d'être un opposant fantôme, de mèche avec son adversaire. Il a fermé les yeux sur l'assassinat de Yaya Dillo et appelé ses partisans à oublier le massacre de 2022, au nom de la « nécessaire réconciliation ». En tant que Premier ministre,



Le siège du parti de l'opposant Yaya Dillo lors de l'affrontement avec la présidence.

il a augmenté en février dernier le prix de l'essence de 40 % et celui du gazole de 18 %. Il n'y a donc rien à attendre de son côté, même au cas peu probable où la dynastie Déby ne sortirait pas victorieuse du scrutin.

Au Tchad, la moitié de la population doit survivre avec à peine un euro par jour. La mortalité infantile y est l'une des plus fortes du monde. Un enfant sur cinq meurt avant d'atteindre cinq ans. Cette hécatombe est due à l'absence quasi totale de système de santé et à la pollution de l'eau. Dans les villages, les femmes doivent faire de longs trajets pour puiser l'eau dans des mares ou des puits à ciel ouvert, qui ne sont jamais soumis à un contrôle sanitaire. Dans les villes, la population doit avoir recours

à des forages individuels tout aussi dangereux. L'accès à l'électricité est inexistant, ce qui fait dire à Succès Masra que, depuis l'indépendance, 90 % de la population n'y a jamais eu accès. Seuls quelques générateurs, la plupart du temps à l'arrêt, fournissent un peu de courant, du moins dans les villes. L'enseignement est à l'avenant. D'après l'Unicef, sept élèves doivent se partager une seule place dans les écoles. 25 % des enfants sont scolarisés dans des classes d'au moins 103 élèves. Encore s'agit-il de ceux qui vont réellement à l'école.

Le Tchad ne manque pourtant pas de ressources. Depuis 2003, du pétrole y est exploité et exporté par pipe-line vers le Cameroun. À l'époque, le président déclarait, appuyé par la

Banque mondiale, que cette découverte allait « sortir le peuple tchadien de la pauvreté à travers une gestion judicieuse des ressources pétrolières ». Il n'en a rien été et seul le clan Déby et les compagnies pétrolières comme Exxon Mobil ont profité de cette gestion, ainsi que l'armée, enfant chérie du régime. Celle-ci absorbe officiellement 8 % du PIB, mais en fait bien plus. Ses chefs ont édifié des fortunes et les hommes de troupe ont tous les droits, y compris celui de violer les femmes.

C'est ce régime pourri qui est le dernier appui de l'impérialisme français au Sahel, après que l'armée française a dû plier bagage au Mali, au Burkina et au Niger.

Daniel Mescla

Grande-Bretagne : les conservateurs désavoués

Lors des élections locales du jeudi 2 mai en Angleterre, les candidats du Parti conservateur ont payé cash l'impopularité du gouvernement Sunak qui, depuis son arrivée au 10 Downing Street en octobre 2022, n'a combattu l'explosion des prix et la détérioration du système de santé que dans ses discours.

Que les circonscriptions disputées soient des mairies, des agglomérations ou des districts, les conservateurs ont perdu 397 sièges, pour n'en conserver que 515. Même les candidats qui ont tenté de prendre leurs distances avec le bilan de Sunak, comme Andy Street dans les West Midlands, ont été remerciés par les électeurs. Ce rejet n'a bénéficié que partiellement au Parti travailliste, qui n'a gagné que 232 sièges, pour en totaliser 1 158. Même si le maire de Londres, Sadiq Khan, a été élu pour la troisième fois, on est loin du raz-de-marée auquel aurait pu prétendre le Labour Party

qui, d'après les sondages, serait toujours 20 points devant les Tories si les élections générales avaient lieu demain.

Sur fond d'augmentation de l'abstention, le rejet du gouvernement a pris des formes multiples. Les voix des mécontents se sont notamment portées à gauche vers les Verts, au centre vers des candidats dits indépendants, à droite vers Reform UK, un parti d'extrême droite, souverainiste et xénophobe, continuateur de UKIP et du Brexit Party. Certes, les travaillistes ont reconquis des bastions sur lesquels les conservateurs avaient mis la main lors des



À droite, un élu travailliste à Blackpool, avec le leader, Keir Starmer.

législatives de 2019. Mais, dans ces régions appauvries du nord de l'Angleterre, qui avaient largement voté pour le Brexit en 2016, le vote travailliste n'est plus qu'un vote par défaut.

Ailleurs, le Labour n'a pas non plus suscité l'enthousiasme. Il a même souvent perdu des voix, jusqu'à 20 % de ses résultats habituels, du fait de sa position sur Gaza. Son dirigeant Keir

Starmer a en effet emboîté le pas à Sunak dans un soutien sans faille à Israël, un choix refusé par bien des électeurs de milieu populaire, au-delà de ceux liés familialement au Moyen-Orient ou au sous-continent indien.

La démagogie anti-immigrés de Sunak, sa focalisation sur les migrants qui tentent de traverser la Manche et sa loi Rwanda

ne lui auront donc pas permis de remonter la pente. Il est donc probable que, lors des élections législatives qui devraient avoir lieu à l'automne, les travaillistes seront en tête et amenés à former le prochain gouvernement, pour un passage de relais en vitrine qui ne changera rien pour les travailleurs.

Starmer ne manque jamais une occasion de se faire photographier en treillis ou devant un drapeau britannique. Il multiplie les rencontres avec les PDG et les déclarations d'amour au monde des affaires. Il est déjà clair que ce n'est pas sur lui ni sur ses acolytes que la classe ouvrière, frappée par la pauvreté et la précarisation, pourra compter pour regagner le terrain perdu ces dernières décennies face aux capitalistes.

Thierry Hervé

MA France – Aulnay-sous-Bois : brutalité patronale

Après trois semaines de grève totale et de nombreuses manœuvres, la direction de MA France, sous-traitant automobile de Stellantis à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, a brutalement déposé son bilan lundi 6 mai auprès du tribunal de commerce en demandant la liquidation judiciaire de l'entreprise.

Cette usine existe depuis trente ans. Il sortait de ses ateliers des centaines de milliers de pièces de structures et de carrosseries automobiles par an. Certaines installations robotisées ont été installées et mises au point il n'y a même pas deux ans. Et elle serait en cessation de paiement ?

En réalité, MA France est étranglée par Stellantis, son principal fournisseur et client, et par le groupe CLN (emboutisseur historique de Fiat) qui possède aujourd'hui MA France. Dans leur course au profit, ces

groupes ont décidé de transférer la production de MA France ailleurs et ont délibérément décidé de couler financièrement l'entreprise.

Lors de l'audience au tribunal, le juge a fait part à la direction de sa surprise qu'elle n'ait même pas mis en place un plan social pour les travailleurs. La direction a répondu qu'il n'y avait pas d'argent. C'était la confirmation aux yeux de tous les grévistes que les prétendus accords de reprise du travail proposés la semaine précédente n'étaient pas garantis. Jeudi 2 mai, le groupe CLN

avait proposé une « somme forfaitaire, globale et définitive » de 12,6 millions d'euros pour 280 travailleurs. Une somme largement insuffisante pour assurer un avenir à chaque travailleur. Elle était accompagnée d'un ultimatum : il fallait signer immédiatement, sinon l'argent et l'accord devenaient caducs dans l'heure. Les grévistes réunis en assemblée générale ont refusé de subir ce énième chantage.

Du côté de Stellantis, la direction de l'usine de Poissy s'est lancée dans l'installation précipitée d'un îlot robotisé, dans le secteur du Ferrage, pour contourner la grève. Après deux semaines à l'arrêt, l'usine redémarre lentement. Dans les usines d'Hordain et de Luton outre-Manche, les chaînes n'ont pas encore redémarré, mais



Outils de presse, propriété de Stellantis, et pièces de carrosserie à MA France.

le patron s'organise pour contourner la grève de MA France à partir d'une usine d'emboutissage en Angleterre. Ce groupe mondial, riche à milliards, a préféré perdre des dizaines de millions d'euros par jour avec, en Europe, des milliers de travailleurs au chômage pendant plusieurs semaines plutôt que de verser un centime aux travailleurs de MA France.

Juste après l'audience au tribunal de commerce, les travailleurs présents sur le

site ont pu voir les cadres dirigeants quitter l'entreprise en catimini, cartons sous le bras, après avoir coupé l'électricité ! Les travailleurs, eux, ont décidé de ne pas baisser les bras et de poursuivre toutes les actions possibles, à commencer par un rassemblement devant le tribunal de commerce de Bobigny lundi 13 mai à 13h15 pour dénoncer cette liquidation judiciaire. Ils ont toutes les raisons pour cela.

Correspondant LO

Ascometal : Monopoly sur le dos des salariés et de l'État

Pour la troisième fois en dix ans, le groupe sidérurgiste Ascometal, spécialisé dans les aciers spéciaux, est placé en redressement judiciaire. Ce sont 1 200 salariés répartis sur cinq sites, d'Hagondange en Moselle, où est situé le siège, jusqu'à Fos-sur-Mer.

Le groupe était la propriété de Swiss Steel, un groupe de près de dix mille salariés qui a supprimé mille emplois l'an dernier et qui, pour alimenter ses caisses, a décidé de vendre Ascometal en 2023.

Les deux principaux actionnaires ne sont pas vraiment à la rue : ce sont des milliardaires suisses dont l'un, Peter Spuhler, a des responsabilités dans le parti politique d'extrême droite suisse UDC (la mal nommée Union du centre), proche des Le Pen et Bardella. Dis-moi

qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

Fin 2023, les actionnaires de Swiss Steel avaient trouvé un acheteur, le groupe sidérurgiste italien Venete,

L'inquiétude à Hagondange

Pour les travailleurs d'Hagondange, c'est l'inquiétude. À l'automne dernier, ils ont dû subir le chômage partiel avec des pertes de salaire, et l'incertitude face à l'avenir fait qu'une quarantaine de travailleurs, sur 400, ont quitté l'usine en quelques mois.

mais celui-ci s'est rétracté brusquement, sous prétexte que le marché n'était pas bon. Le redressement judiciaire a du coup été prononcé fin mars.

Depuis, c'est l'attente d'un repreneur pour éviter la mise en liquidation. Fin avril, Venete est reparu pour proposer de reprendre seulement trois sites, en particulier ceux d'Hagondange,

Depuis soixante ans, l'État est la béquille et le financeur de la sidérurgie. D'abord renflouée financièrement sous la droite de Giscard, puis nationalisée sous la gauche de Mitterrand, ce qui a permis de sauver les affaires en déclin de ses propriétaires reconvertis dans

Custines et Le Marias (près de Saint-Étienne) spécialisés dans les aciers pour l'industrie automobile, tout en supprimant 40 emplois sur 100 dans les bureaux.

Venete demande – on devrait dire exige tant les demandes des patrons sont des ordres – que le gouvernement français lui prête de l'argent. Il le fera sûrement de bonne grâce, ayant déjà

la finance, comme les De Wendel. Elle a été ensuite privatisée sous la droite Chirac, ses propriétaires, tel Mittal, se sont enrichis sur le compte des deniers publics. Parallèlement, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés, les plus récentes fermetures d'usine

proposé d'annuler une partie des dettes d'Ascometal. Il a même investi 300 000 euros dans le cadre de France relance pour... Stellantis qui vient d'annoncer plus de 18 milliards de profits ! C'est ce même gouvernement qui réduit les indemnités des chômeurs sous prétexte qu'il n'a plus d'argent dans les caisses...

Étienne Hourdin

ayant eu lieu à Gandrange sous Sarkozy et à Florange sous Hollande.

Alors, si crise il y a, elle n'est vécue que par les travailleurs, les actionnaires, eux, se portent mieux que jamais.

É.H.

Pompiers – Aubergenville : la mobilisation continue

Depuis plusieurs semaines, les pompiers d'Aubergenville et ceux de nombreuses autres villes des Yvelines se mobilisent.

Ils dénoncent le manque d'effectifs, notamment parce qu'ils sont de plus en plus sollicités en raison de la déficience de

la médecine de ville. Et on a de plus en plus recours à leurs services pour des transports aux Urgences de l'hôpital.

À présent s'y ajoutent les JO. Prendre des congés pendant cette période est quasiment impossible : les pompiers doivent être à disposition ! Ils remarquent que d'autres catégories, tels que les policiers, bénéficient de

primes, mais eux n'y ont même pas droit.

Il y a donc bien des raisons d'être excédés de cette situation qui se dégrade. Et, bien qu'ils soient réquisitionnés pour les urgences, les pompiers montrent leur colère. Une manifestation

a déjà eu lieu à Paris, et une autre est prévue courant mai. Face à l'incurie de l'État qui restreint de plus en plus les budgets des services utiles à la population, la mobilisation est loin d'être terminée.

Correspondant LO

Marseille : les éboueurs réquisitionnés

À Marseille, les agents du nettoyage et de la collecte des ordures de la Métropole ont débuté la grève le 30 avril. Partie des 4^e et 5^e arrondissements, elle s'est rapidement étendue à d'autres arrondissements.

Ce qui a mis le feu aux poudres est la réorganisation début mars de la collecte dans plusieurs arrondissements de la ville. Les

élus de la Métropole avaient décidé de réduire la fréquence des collectes de certains secteurs, à cause du compostage. Les éboueurs



demandent l'arrêt de cette réorganisation générale du service, très contestée et qui entraîne un surcroît de travail. Ils réclament d'être payés au même tarif que

ceux d'autres villes de la Métropole et une revalorisation du taux de pénibilité.

« La Métropole se plaint tout le temps qu'il y a trop de malades et que les poubelles ne sont pas ramassées. » Mais « s'il y a trop de malades, c'est que les conditions de travail sont trop difficiles. » Pour la représentante de la CGT « les agents en ont assez des conditions de travail, des équipements et des locaux complètement indignes, du manque de tenues, et ils sont moins bien traités que les poubelles qu'ils ramassent. »

Non seulement la

Métropole fait la sourde oreille, mais sa présidente, Martine Vassal (Les Républicains), a demandé au préfet d'ordonner la réquisition des agents grévistes, ce qui a été fait lundi 6 mai. Elle demande, selon ses termes, « l'appui des forces de l'ordre pour mettre un terme à d'éventuelles pratiques illégales liées à ce mouvement de grève : barrages sur la voie publique et troubles à l'ordre public. » Ces gens-là sont prêts à assimiler un mouvement de grève à de la délinquance!

Correspondant LO

La flamme de la grève

Entre des reportages sur les grévistes irresponsables et des commentaires haineux de dirigeants politiques en appelant à limiter, voire supprimer le droit de grève sous prétexte de Jeux Olympiques, l'interview de Ludovic Franceschet sur BFM a été une bouffée d'air.

Ce futur porteur de la flamme olympique est

un travailleur, éboueur à Paris. Interrogé sur la grève de ses camarades marseillais, il a déclaré : « C'est un bon moyen de pression, il ne faut pas qu'ils lâchent. C'est important parce que la charge de travail s'agrandit, et pas nos salaires. Alors je suis de tout cœur avec eux, je les soutiens à 3000 % ».

Pour mettre les points

sur les « i » face à un journaliste évoquant le risque de voir la flamme olympique ensevelie sous les ordures, Ludovic Franceschet a répondu tranquillement que la solution était simple : céder aux revendications des grévistes. La flamme ouvrière, c'est quand même autre chose!

N. C.

Cotelle – Rillieux-la-Pape : la grève oblige le patron à payer

Après plus d'un mois d'une grève massive, puisque, sur 104 salariés à l'effectif, seuls quelques membres de la direction continuaient à travailler, les travailleurs de Cotelle à Rillieux-la-Pape dans la banlieue lyonnaise ont repris le travail lundi 29 avril.

S'ils n'ont pas pu empêcher la fermeture de l'usine, prévue en septembre, Colgate-Palmolive, la multinationale propriétaire de l'usine Cotelle, a dû augmenter sérieusement les mesures prévues dans son plan de suppression d'emplois. Le 31 janvier, lorsqu'elle a annoncé la fermeture, elle ne proposait pas grand-chose : une prime de licenciement de 1 à 1,2 mois par année d'ancienneté, avec un maximum de 24 mois pour ceux en ayant le plus. Et rien n'était prévu pour les plus anciens, qui avaient comme perspective de se retrouver au chômage.

Les travailleurs de Cotelle savaient que Colgate-Palmolive avait vraiment les moyens de payer des indemnités importantes. En 2023, le groupe a fait 2,3 milliards de dollars de profits. Et, pour 2024, le

chiffre d'affaires et le bénéfice depuis le début de l'année sont encore en hausse. Quant à l'action Colgate, elle a augmenté de 12 % depuis le début de l'année.

Les travailleurs, dont la moitié ont plus de 54 ans, ont refusé d'être jetés à la rue avec une simple aumône, et se sont mis en grève. Chaque jour, ils étaient 70 regroupés à l'entrée de l'usine, faisant entendre leur colère au directeur qui a dû se réfugier dans un bureau plus éloigné de l'entrée. Des habitants proches de l'usine, des militants syndicaux ou des travailleurs d'autres entreprises sont venus apporter leur soutien, une cagnotte en ligne a été créée. Dans les derniers jours de la grève, un tract s'adressant aux travailleurs de la zone industrielle a été distribué. De leur côté, les 450 travailleurs de l'usine Colgate de

Compiègne, conscients que cette attaque contre leurs camarades de Cotelle les concerne tous, ont fait grève fin avril.

Finalement, un accord a été signé entre la direction et les syndicats le 2 mai. Colgate-Palmolive s'engage à verser des primes de licenciement de 2,2 mois de salaire par année d'ancienneté, pouvant atteindre jusqu'à 42 mois de salaire. La direction financera aussi un système de préretraite jusqu'à huit ans avant le départ en retraite, avec des rémunérations comprises entre 65 et 80 % du salaire brut, y compris en prenant en charge à 100 % les cotisations retraite.

Ces mesures, qui soulagent les travailleurs, ne représentent au fond qu'une toute petite partie de l'immense bénéfice du groupe Colgate-Palmolive. Mais, pour les obtenir, il aura fallu la grève pendant un mois, sans qu'aucune dose de javel ne sorte de l'usine.

Correspondant LO

BlaBlaCar : Blabla cash

Concurrence déloyale organisée par l'État, caution écologique et gros sous, la success-story de BlaBlaCar n'est, ni plus ni moins, qu'une histoire ordinaire sous le capitalisme.

C'est en 2012 que la petite start-up de covoiturage, qui allait s'appeler plus tard BlaBlaCar, a croisé le chemin du géant pétrolier Total et accepté un accord secret dans les bureaux du ministère de l'Écologie. Depuis 2005, l'État avait mis en place les CEE (certificat d'économie d'énergie) comme mesure phare de sa politique de maîtrise énergétique, selon le principe dit du « pollueur payeur ». Des petites entreprises habilitées par le ministère de l'Écologie à émettre des CEE (dans le domaine de la rénovation de logement, par exemple) pouvaient les vendre à de grandes entreprises productrices d'énergies comme Total. Mais à cette époque, le ministère de l'Écologie n'avait pas autorisé les entreprises de covoiturage à émettre de tels CEE.

C'était sans compter sur la force de persuasion de Total qui obtint alors la mise en place secrète d'une politique de concurrence déloyale. BlaBlaCar devint

alors la seule entreprise de ce secteur à émettre des CEE pour chaque nouveau conducteur inscrit sur son site. Elle les vendait environ 140 euros pièce à Total et reversait seulement 25 euros au conducteur sous forme d'une carte cadeau, à utiliser uniquement dans les stations Total.

Des années plus tard, cette combine a rapporté plusieurs centaines de millions d'euros à l'entreprise BlaBlaCar, notamment grâce à une surévaluation du montant des CEE. Elle est dorénavant leader mondial du covoiturage et pèse pour 1,6 milliard de dollars.

Le groupe Total, quant à lui, s'est financé pour passer une campagne de publicité sur son engagement pour la préservation de l'environnement et a au passage augmenté sa clientèle dans les stations service avec les cartes cadeaux dont le montant ne couvre pas un plein d'essence. « Pollueur » c'est certain, mais « payeur » vraiment pas!

Joséphine Sina

RATP Bus : diviser pour mieux régner

Le 6 mai, plusieurs syndicats appelaient à se mobiliser au secteur Bus de la RATP, dont la CGT qui appelait à une grève contre la privatisation du réseau qui débutera fin 2025.

Un rassemblement s'est tenu au dépôt de Bords-de-Marne, qui sera un des premiers touchés.

Des grévistes des ateliers du réseau ferré, qui revendiquent 300 euros d'augmentation de salaire, y ont d'ailleurs participé.

Nombre de travailleurs craignent à juste titre que, pour les repreneurs, qui seront essentiellement des filiales privées d'entreprises publiques comme Transdev (Caisse des dépôts et consignation), Keolis (SNCF) ou CAP (RATP), ce soit une occasion de dégrader encore plus les conditions de travail. Ces attaques organisées par l'État et la région Île-de-France sont conçues dans l'intérêt du grand patronat.

L'UNSA appelait le même jour à la grève pour l'augmentation des salaires qui, comme partout, sont largement en dessous de la hausse des prix, et pour une prime Jeux Olympiques plus élevée. Aux Lilas, il y avait environ 25% de grévistes et une vingtaine de travailleurs se sont retrouvés devant le dépôt le matin. Pour beaucoup, se retrouver faisait du bien, alors qu'au quotidien ils sont souvent isolés les uns des

autres.

C'était l'occasion de parler de tout ce qui ne va pas, en particulier depuis 2022 : le temps de travail qui a augmenté de plus de 40 minutes par jour, la perte de six jours de repos, la multiplication des services en deux fois qui peuvent avoir une amplitude de treize heures avec un trou de plus de quatre heures entre les deux parties. Les 290 euros net mensuels de plus reçus à l'époque ne compensent en

rien la démolition de leurs conditions de travail. Pire encore, la direction a privé de ces 290 euros ceux qui sont arrivés après le 1er janvier 2023, histoire de jouer un peu plus la carte de la division.

Contre tout patron, pour se faire craindre, la force des travailleurs est leur union : entre ceux qui ont eu les 290 euros et ceux qui ne les ont pas, entre ceux qui travaillent dans les ateliers, à la conduite et dans les bureaux, et entre les dépôts de bus, qui seront mis en concurrence les premiers, et les autres.

Correspondant LO



NICOLAS MORAUD

Rassemblement au dépôt de Bords de Marne.

Gare de Paris-Montparnasse : licenciée pour un euro de pourboire

Une employée de 2theloo, qui gère l'entretien des toilettes en gare de Paris-Montparnasse, a été licenciée pour avoir touché un euro de pourboire.

En novembre dernier, un client lui avait laissé une pièce sur le comptoir. La direction s'est appuyée sur des caméras de surveillance pour lui reprocher d'avoir volé l'entreprise et l'a licenciée pour faute grave. Elle a ensuite refusé de lui transmettre les documents lui permettant de

s'inscrire à Pôle emploi, la privant de ressources pendant quatre mois.

2theloo est une multinationale néerlandaise coutumière du fait. Gestionnaire des toilettes publiques de 31 grandes gares françaises, dont celles de Paris, elle s'est à maintes reprises assise allègrement sur le

Code du travail, en refusant par exemple de payer les heures supplémentaires le dimanche. Quand elle avait obtenu le contrat avec la SNCF, elle avait aussi refusé de reprendre les salariées du précédent prestataire, au mépris de la réglementation du travail. Elle a aussi imposé une durée réduite à cinq ou six heures par jour pour éviter de payer une pause réglementaire. Seules des grèves sont

parfois parvenues à limiter les exactions patronales.

La SNCF se prétend impuissante car le contrat avec 2theloo court jusqu'en 2026. Elle en est au contraire totalement complice : en tant que donneuse d'ordres, elle partage la plus-value avec les entreprises à qui elle confie les marchés. Elle est la principale bénéficiaire des méthodes des patrons voyous.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Mayotte: mensonge ministériel et traque des travailleurs

Le choléra continue de se répandre à Mayotte. Une soixantaine de cas ont déjà été détectés, mais le ministre délégué à la Santé, Frédéric Valletoux, a osé prétendre dans une interview le 1^{er} mai sur la chaîne locale que tout est sous contrôle. Rien n'est moins vrai.

Le gouvernement assure avoir vacciné près de 4000 personnes à Koungou, la ville foyer de l'épidémie. Mais en réalité, pour être efficace, ce vaccin doit être administré en deux fois, plus un rappel au bout de dix jours. Les personnes qui ont reçu la première dose ne sont donc pas protégées. Par ailleurs, alors que les dizaines de milliers d'habitants des bidonvilles de l'île n'ont aucun accès à l'eau potable, rien n'est fait pour procéder à des distributions de bouteilles d'eau.

Une unité spéciale choléra a bien été mise en place aux Urgences de l'hôpital. Mais la cheffe du service a souligné que, déjà en temps normal, elle n'a que cinq équivalents temps plein sur

les quarante-quatre nécessaires. Mayotte, face à une épidémie grave, est un désert médical. C'est dans ce contexte que le ministre a osé ajouter « *On ne meurt pas du choléra* », alors qu'on recense déjà près de 60 morts aux Comores voisines! Eh oui, hélas, on en meurt bien, en un à trois jours, en l'absence de soins et d'accès à des antibiotiques. Or, combien d'habitants sans papiers des bidonvilles n'oseront pas se signaler, par peur d'être arrêtés une fois arrivés à l'hôpital? Il arrive d'ailleurs que la police contrôle jusqu'aux abords du centre hospitalier. L'épidémie risque donc de faire encore de nouvelles victimes.

En raison de l'opération

Place nette, la peur augmente encore. La PAF fait des rafles le soir à l'embarcadère de la barge qui relie Grande-Terre à Petite-Terre. Ceux qui viennent des Comores peuvent se retrouver ainsi expulsés en à peine douze heures. Des ouvriers du BTP ou de la logistique témoignent des disparitions de collègues qui ont été arrêtés en rentrant du travail. Des contrôles ont lieu directement sur les chantiers et, alors que la situation empire pour les travailleurs, des grands groupes profitent de cette répression pour accentuer l'exploitation.

Colas, groupe de travaux publics en situation de quasi-monopole à Mayotte, fait ainsi des affaires florissantes, s'enrichissant sur le dos des ouvriers qui ont des papiers mais touchent le smic local, inférieur de 300 euros à celui de la métropole. Il exploite aussi des travailleurs sans papiers, payés quelques



IMAZ PRESS.

centaines d'euros tout au plus. D'autres, comme les groupes Hayot et Sodifram, à la tête de presque tous les supermarchés et supérettes, rackettent les habitants de l'île en gonflant les prix. L'alimentation coûte 30% plus cher qu'en métropole. Ces groupes font leur profit sur le dos de travailleurs, la plupart sans papiers, qui s'échinent dans les champs pour faire pousser tomates et bananes.

Pendant que ceux-là font fortune, l'immense majorité

de la population sombre dans la misère. Pour toute réponse, la ministre déléguée aux Outre-mers, Marie Guévenoux, en visite sur place les 2 et 3 mai, a dénoncé les immigrés, qui seraient trop nombreux sur l'île et dont elle fait des boucs émissaires. Mais ceux qui sèment la misère ne sont pas les pauvres venus des Comores ou de Somalie, mais les capitalistes venus sur l'île à la recherche de surprofits.

Tania Lemel

Loi sur le logement: un toit est de moins en moins un droit



Logements sociaux à Maisons-Laffitte dans les Yvelines.

Le 3 mai, un projet de loi sur le logement a été présenté en Conseil des ministres, sous le titre **Projet de loi relatif au développement de l'offre de logements abordables**.

Ce projet entraîne une nouvelle régression dans la déjà très faible production de logements HLM, et s'accompagne de différentes mesures qui frapperont les travailleurs en attente de logement et ceux qui en occupent un.

On compte 5,6 millions de logements HLM dans le pays, qui logent 10 millions de personnes. Selon l'Association des maires de France, les HLM construits en 2024 devraient être au

nombre de 66 000, chiffre le plus bas depuis trente ans, alors qu'il y a 2,4 millions de demandes en attente. Les organismes HLM sont à court de finances, et sont en plus obligés d'entreprendre des travaux de mise aux normes énergétiques. Le gouvernement réduit toujours plus les crédits en faveur du logement social. De plus, il continue son offensive contre les travailleurs les plus modestes, après avoir mis déjà un coup de rabet aux APL,

qui qui prennent en charge une partie du loyer.

Ce projet de loi prévoit de diminuer encore la construction de logements sociaux. Alors que la loi obligeait de construire 25% de logements sociaux, ces 25% pourront inclure des logements dits intermédiaires, en fait soumis aux loyers du marché, qui ne sont en rien sociaux et peuvent coûter le double de celui d'une HLM. Pour permettre aux maires d'écarter les publics qui leur déplaisent, ils se voient attribuer un pouvoir personnel de refus. Le préfet pourra en outre leur déléguer les pouvoirs, qu'il avait jusqu'ici, de leur imposer un certain nombre de personnes en difficulté.

Par ailleurs, il sera possible aux mairies de créer des sociétés mixtes pour la construction des logements dits sociaux, ce qui ouvre la voie à la spéculation immobilière. Le délai pour un recours gracieux contre ces opérations est ramené de quatre à un mois, et le délai pour les recours contentieux après affichage du projet est réduit à deux mois contre six auparavant. Par ici la bonne soupe, vont pouvoir

se dire les promoteurs!

Pour « renforcer la mobilité », le gouvernement veut instituer une clause de mise à la rue d'une partie des locataires. Elle permettrait, ce qui était interdit jusqu'ici, de résilier le bail de ceux qui auraient acquis par ailleurs un logement en propriété. Ils sont des centaines de milliers dans ce cas, ayant économisé toute une vie pour avoir un petit pied-à-terre ou pour s'assurer un complément de revenu face à une pension de retraite misérable. Une série de dispositions restrictives sont censées limiter les effets

monstrueux d'une telle mesure. Les plus de 65 ans, par exemple, en seraient exclus. Ce n'est pas moins la permission de résilier le bail, et donc d'expulser les locataires, qui est ainsi élargie.

Alors que les milliards pleuvent dans la poche des capitalistes, alors que les plus riches peuvent bénéficier d'aides fiscales multiples pour se faire construire une villa de luxe aux Antilles, la guerre à la grande masse de la population logée ou voulant se loger en HLM continue et s'amplifie.

Paul Sorel

Une vie de militante

Christiane Hauchère

Christiane Hauchère a commencé à travailler aux Chèques Postaux, qui ne s'appelaient pas encore la Banque postale, et a été mutée à Orléans en 1972. Son témoignage porte sur les revendications ouvrières, les relations avec les militants du PCF et de la CGT, les luttes des femmes. C'est toute une vie de militante.

Éditions Les Bons Caractères
Collection Témoignage
72 pages – 5 euros
Disponible à la fête

